



**Commune de MACOURIA**  
**1, rue Benjamin Constance**  
**GF 97355 - MACOURIA**

**Marché public de travaux**  
**N°2024PA26**

---

**Réhabilitation de la toiture du Groupe scolaire E. COURAT**  
**Procédure adaptée**

---

## **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

<b>Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION</b>	4
<b>Article 2 : DECOMPOSITION ET DUREE DU MARCHÉ</b>	4
2.1. Allotissement et forme du marché	4
2.2. Procédure	4
2.3. Durée et délai d'exécution du marché	4
<b>Article 3 : PARTIES CONTRACTANTES</b>	4
3.1. Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur	4
3.2. Titulaire	5
<b>Article 4 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES</b>	5
4.1. Forme des notifications et informations en cours d'exécution	5
4.2. Décompte des délais	5
<b>Article 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	5
5.1. Pièces particulières contractuelle	5
5.2. Pièces générales	6
<b>Article 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX</b>	6
6.1 – Caractéristiques et contenu des prix	6
6.2 – Modalités de variation des prix	Erreur ! Signet non défini.
<b>Article 7 : PAIEMENT DES PRESTATIONS</b>	7
7.1 – Régimes des paiements	7
7.2 – Présentation des demandes de paiement	7
7.3 - Délais de règlement	8
7.4 - Intérêts moratoires	8
7.5 – Paiement des cotraitants	8
<b>Article 8 : AVANCE – RETENUE DE GARANTIE</b>	8
8.1 – Avance	8
8.2 – Retenue de garantie	8
<b>Article 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET OU DES PRESTATIONS</b>	9
9.1 – Modalités d'exécution	9
9.2 – Responsabilité de l'entrepreneur	10
9.3 – Réception des travaux et Garantie	11
9.4 – Sécurité du chantier	11
9.5 – Planning d'exécution	12
<b>Article 10 : CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX</b>	12
10.1 – Caractéristiques générales et spécifiques	12

<b>Article 11 : PENALITES</b> .....	12
<b>Article 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b> .....	15
<b>Article 13 : ASSURANCES</b> .....	15
<b>Article 14 : RESILIATION</b> .....	15
<b>Article 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b> ...	Erreur ! Signet non défini.

## **Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet la **Réhabilitation de la toiture du Groupe scolaire EDMEE. COURAT** de la Ville de Macouria, Les entreprises devront réaliser les travaux nécessaires conformément aux textes de lois en vigueur

Le lieu d'exécution des travaux est à l'avenue Domaine de SOULA – EUCALYPTUSE-SOULA I (Cf. Plan de situation)

## **Article 2 : DECOMPOSITION ET DUREE DU MARCHÉ**

### **2.1. Phasage et forme du marché**

Le marché sera réalisé en trois phases

- Phase N°1 Bâtiment - Maternelle
- Phase N°2 Bâtiment Elémentaire
- Phase N°3 Bâtiment - Réfectoire et bureaux

Les travaux pourront être réalisés en une fois dans sa globalité, si les délais d'exécution respectent la période des vacances scolaires de juillet-août 2024.

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

### **2.2. Procédure**

Il s'agit d'une consultation ouverte passée selon la « procédure adaptée » conformément aux dispositions de l'article R.2123-I, l'article L2123-I du Code de la Commande Publique.

### **2.3. Durée et délai d'exécution du marché**

Le présent marché est conclu pour une période de 120 jours à compter de sa notification. Le pouvoir adjudicateur souhaite que les travaux soient réalisés avant le 2 septembre 2024.

La durée maximale d'exécution des travaux est de 60 jours. Elle débute par l'ordre de service.

Aucun dépassement du délai ne sera toléré en dehors de circonstances gênantes l'avancement des travaux tel que des causes pluviométriques ou préfectoral ou grèves.

Au-delà des pluviométrie suivantes les jours de dépassement tolérés sont les suivants :

30mm sur 1jour vaut 1j

100 mm sur 7j consécutifs vaut 7jours

Référence météo : Macouria Tonate

## **Article 3 : PARTIES CONTRACTANTES**

### **3.1. Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur**

Mairie de MACOURIA  
I, Rue Benjamin CONSTANCE  
97355 MACOURIA TONATE

### **3.2. Titulaire**

Dès notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le ou Les représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### **3.3. Cotraitance**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Travaux sont applicables.

### **3.5. Sous-traitance**

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Travaux sont applicables.

## **Article 4 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **4.1. Forme des notifications et informations en cours d'exécution**

La notification au titulaire, par le pouvoir adjudicateur, des actes d'exécution du marché qui font notamment courir un délai est faite :

- Soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par courrier recommandé avec accusé de réception postal ;
- Soit par télécopie, dans ce cas le rapport de transmission faisant apparaître la date et l'heure vaudra attestation de réception ;
- Soit par courriel, dans ce cas le titulaire atteste par retour de courriel la réception de la décision ou de l'information.

### **4.2. Décompte des délais**

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Travaux sont applicables.

## **Article 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **5.1. Pièces particulières contractuelle**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

L'exemplaire original de ces documents particuliers, conservé dans les archives de la Commune de Macouria, fait seul foi. Le titulaire s'engage à exécuter ledit marché conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non écrite.

## **5.2. Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales « Travaux », approuvé par arrêté du 19 septembre 2009, publié au Journal officiel du 1er octobre 2009.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil approuvé par arrêté du 30 mai 2012, publié au Journal officiel du 8 juin 2012.

Ces pièces générales, bien que non jointes aux pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

## **Article 6 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **6.1 – Caractéristiques et contenu des prix**

Le marché est passé à prix forfaitaire et global. Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis conformément aux stipulations de l'article 10.11 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux. Ils comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurent au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Ce cahier des clauses particulières a pour objet de définir les travaux à réaliser et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif ; par conséquent, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au parfaitement achèvement des ouvrages, conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Il devra inclure dans son offre toutes les suggestions et dispositifs pour la réalisation des travaux, afin d'assurer la sécurité et la protection des ouvrages déjà réalisés.

Les prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondent aux conditions économiques en vigueur à la remise des offres.

Ces prix s'entendent pour des travaux exécutés parfaitement et pour lesquels seront employés selon les règles de l'art, des matériaux et fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée.

### **6.2. - modalités d'actualisation des prix :**

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Prix actualisé = Prix initial du marché \* CA

$CA = cI/CI$

où

cI = indice BT01 - Coûts production construction-Bâtiment-2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

CI = indice BT01 - Coûts production construction-Bâtiment-2010 en vigueur à la date de fixation du prix dans l'offre

Le coefficient d'actualisation des prix s'applique sur la DPGF complète.

Prix ferme actualisable: Les dispositions de l'article 9.4.2 du CCAG Travaux s'appliquent.

Formule d'actualisation des prix :

Les dispositions de l'article 9.4.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

## **Article 7 : PAIEMENT DES PRESTATIONS**

### **7.1 – Régimes des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles L2191-1 et L2191-4 du code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

**La TVA n'est actuellement pas applicable en Guyane.**

### **7.2 – Présentation des demandes de paiement**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

Lorsque le titulaire remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, le cas échéant ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les travaux exécutés ;
- la date d'exécution des travaux ;
- le montant HT des travaux exécutés ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total HT des travaux exécutés ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les factures seront adressées à : **Choruspro**

**Ville de Macouria  
Service Finance  
1, rue Benjamin CONSTANCE**

### **7.3 - Délais de règlement**

Conformément à l'article 1 du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement avec mandatement à 30 jours, après présentation de la facture visée par le gestionnaire.

Le délai de paiement est donc de 30 jours et court à partir de la date de réception de la facture.

### **7.4 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations du présent accord cadre.

### **7.5 – Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **7.6 – Paiement des sous-traitance**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

## **Article 8 : AVANCE – RETENUE DE GARANTIE**

### **8.1 – Avance**

Sauf renonciation expresse du soumissionnaire notifié au pouvoir adjudicateur, une avance est versée conformément aux dispositions de l'article R2192-25 du code de la Commande Publique. Cf. article 8 du CCAP

### **8.2 – Retenue de garantie**

Les règles relatives à la retenue de garantie, à la garantie à première demande et à la caution personnelle et solidaire sont notamment fixées par les articles L2191-7 et R2191-33 du code de la Commande Publique. Cf. Article 9 du CCAP

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.



## **Article 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET OU DES PRESTATIONS**

### **9.1 – Modalités d'exécution**

Qu'ils figurent explicitement ou non dans la liste des prescriptions particulières, les travaux suivants sont dus par l'entreprise :

- L'application des mesures de sécurité réglementaires
- L'examen préalable des lieux
- Le constat des existants
- L'implantation des ouvrages,
- Les installations provisoires pour ce corps d'état
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires
- Le nettoyage des chaussées souillées par ses engins, avec, éventuellement poste de nettoyage des camions
- Les essais de contrôle des matériaux et ouvrages

#### **9.1.1. Réglementation générale applicable aux travaux**

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et aux réglementations techniques définies au CCAG – Travaux.

Le titulaire est toujours tenu de respecter, dans l'exécution des travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux.

#### **9.1.2. Réglementations techniques**

Les réglementations techniques qui régissent la plus grande partie des travaux, produits et procédés utilisés dans les travaux de bâtiment sont les suivants :

- Les documents techniques unifiés (DTU)
- Les normes françaises et/ou européennes
- Les textes relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées
- Les textes contre les risques d'incendie dans les ERP
- Les textes relatifs à la protection des travailleurs (Code du travail)
- Les règles ou recommandations professionnelles.

#### **9.1.3. Nature et qualité des matériaux et produits en général**

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les laminés, profilés et tubes employés devront répondre aux conditions déterminées par les normes de qualité et les normes dimensionnelles en vigueur.

Tous les laminés, profilés, tubes, etc. devant être mis en ouvrage, seront de première qualité : liants, nerveux, sans aspérités, ni crique, ni gerçure, ni brûlure ou autre défaut pouvant nuire à l'aspect ou à la qualité des ouvrages.

Le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage, les caractéristiques techniques et les certificats de conformités de l'ensemble des équipements.

La provenance des matériaux et des produits entrant dans la composition des ouvrages est soumise à l'approbation du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et le parfait achèvement des opérations. En aucune façon, il ne pourra se prévaloir d'un manque de précision des plans et documents divers ou pour ne pas avoir proposé ou prévu dans le prix de caractère forfaitaire, tout dispositif, appareil ou accessoire non mentionné ici mais nécessaire pour le bon achèvement des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

Le bois du Menuisier Bois devra être sec à la pose et de classe 4 y compris toutes les sujétions que requiert la pose de matériaux en milieu humide et salin.

Le titulaire doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers. Il devra pouvoir justifier de leur qualification concernant l'exécution des travaux confiés.

Le titulaire a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements, qu'ils se trouvent hors ou sur le chantier. Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception définitive.

## **9.2 – Responsabilité de l'entrepreneur**

Le titulaire est responsable, pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments existants. Il devra de ce fait faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfections ou de nettoyage nécessaires dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage, qui si cela n'est pas respecté, pourra les faire exécuter immédiatement aux frais de l'entrepreneur responsable, sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

### **9.2.1. Ouvrages non décrits implicitement**

Le présent cahier des charges décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages, ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

Le descriptif des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

### **9.2.2. Coordination avec les autres corps d'état**

Le titulaire des travaux est tenu de remettre dès réception de l'ordre de service les plans et réservations ainsi que les caractéristiques techniques de l'ouvrage.

### **9.2.3. Traitement des déchets du chantier**

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par l'entreprise d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur.

En cas de non-respect de cette clause, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter l'enlèvement par une entreprise de son choix et d'en imputer les frais à l'entreprise responsable.

### **9.2.4. Nettoyages**

Il est rappelé que le titulaire doit le nettoyage parfait de ses différents postes de travail ainsi que des accès qu'il emprunte pour y parvenir aussitôt que nécessaire.

Il aura en outre à sa charge, de veiller et de faire procéder au nettoyage des emprises sur le sol ainsi que les abords du chantier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'ordonner toutes interventions dans le cas où il jugerait que l'état d'une partie ou la totalité du chantier le nécessite.

Dans l'éventualité où son ordre ne serait pas suivi d'exécution, il fera effectuer le nettoyage par toute entreprise de son choix, les frais étant imputés à l'entreprise.

### **9.2.5. Rendez-vous de chantier**

Des réunions de coordination pourront être organisées, chaque fois que le maître d'ouvrage le jugera utile, avec présence obligatoire du titulaire.

## **9.3 – Réception des travaux et Garantie**

### **9.3.1. Réception des travaux**

Toute réception pourra être prononcée avec des réserves portant sur des imperfections mineures dont la reprise sera effectuée par le titulaire dans un délai qui sera défini d'un commun accord et consigné sur le procès-verbal de réception, y compris plans de recollement.

Un organisme de contrôle agréé, choisi par le Maître d'Ouvrage pourra effectuer des mesures et valider l'ouvrage ou l'installation.

### **9.3.2. Garantie annuelle, Biennale et/ou Décennale**

Le titulaire garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, sera de 18 mois minimum sur l'ensemble, des appareils électriques, disjoncteurs, luminaires, interrupteurs, les structures réalisées seront également garanties **étanches** ce qui implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai de 18 mois, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

## **9.4 – Sécurité du chantier**

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans l'enceinte et aux abords immédiats du chantier par :

- La mise en place des panneaux de signalisation réglementaires
- La mise en place de clôtures interdisant l'accès à toute personne étrangère au chantier.
- 

### **9.4.1. Permanence gardiennage**

Il n'est pas prévu de gardiennage du chantier. Le titulaire aura donc l'entière responsabilité de son chantier contre les dégradations et les vols de matériaux ou de matériels jusqu'à la date de réception des ouvrages.

Les détériorations ou vols constatés en cours de chantier seront réparés ou remplacés aux frais du titulaire, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

### **9.4.2. Etat des lieux**

Le représentant du Maître d'Ouvrage fera un état des lieux avec le titulaire du marché, avant le début des travaux et après finitions de ceux-ci.

## **9.5 – Planning d'exécution**

Dès réception de l'ordre de service de démarrage des travaux, le titulaire sera tenu de confirmer au représentant du Maître d'Ouvrage un planning de déroulement du chantier.

Le titulaire est tenu de fournir un planning de chantier avec son offre. Ce planning devra tenir compte des sous-traitants.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et de son environnement.
- Avoir procédé à la vérification des côtes et surfaces.
- Avoir apprécié correctement la configuration du site, l'accès et l'installation de chantier, la nature et les états des ouvrages existants.
- Avoir pris connaissance de l'ensemble du projet de marché et pris en compte toutes les contraintes et suggestions liées à la totalité des travaux prévus dans le marché.

Le titulaire restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui l'oubli ou l'inobservation de ces clauses.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de renseignements inexacts ou d'ignorance pour réclamer en cours d'exécution ou en fin de travaux un supplément sur le prix global et forfaitaire.

**L'entreprise présentera un planning de ces travaux au maitre d'œuvre.**

## **Article 10 : CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

### **10.1 – Caractéristiques générales et spécifiques**

Les travaux comprendront :

Descriptifs des travaux :

- **Amenée et repli des installations de chantier y compris nettoyage de fin de chantier**

Amenée et repli de tous les matériels nécessaires à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur doit laisser ses zones d'intervention propres et nettoyées et cela au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Après travaux le site devra être laissé en parfaite état de propreté. Tous les déchets générés par le présent lot devront être évacués et traités.

- **Dépose de tôles existantes y compris évacuation en décharge agréée**

Dépose complète, par tous moyens appropriés, de la couverture existante du bâtiment en vue de la refaire à neuf.

Dépose des ouvrages faisant partie intégrante de la couverture :

- les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales : gouttières, chéneaux, naissances EP, descentes partielles, etc...
- les sorties de toitures de toute nature,
- les démolitions des solins, rives, habillages, en liaisons avec les murs attenants à la couverture.

L'entreprise devra prévoir les bâchages nécessaires à la protection du bâtiment contre les pénétrations d'eau de pluie, tempête etc... Les bâches devront être très soigneusement fixées et assurer une protection efficace. Le couvreur sera tenu pour seul responsable des éventuels dégâts occasionnés sur le chantier ou à des tiers dus à une mauvaise protection ou fixation.

L'évacuation en décharge agréée de tous les éléments de toiture déposé le jours même.

- **Remplacement des éléments métalliques abimés, pannes, rives, solins etc...**

Lors de la dépose des tôles l'entreprise aura la charge de l'analyse de tous les éléments métalliques en sous face de tôle et traitera toutes les surfaces attaquées par la rouille ou procédera aux remplacements des éléments si leurs structures est endommagé. Les éléments remplacer seront de même nature que les éléments existants.

- **Fourniture et pose de tôles Bac en acier profil 45T 75/100 garantie 10 ans avec vis de fixation en alu**

L'ensemble de la couverture sera réalisé en tôles bacs aciers galvanisées prélaquées d'épaisseur 75/100. Elles seront protégées sur leurs deux faces par un revêtement « HAIRPLUS », d'HAIRONVILLE ou « MYRIATECH » de PROFIL GUYANE ou similaire composé de 15 microns de primaire anti-corrosion et de 20 microns de finition.

La galvanisation et le revêtement des faces inférieure et supérieure devront permettre l'obtention de la garantie décennale prenant en compte l'implantation géographique des bâtiments. Ces tôles devront être conformes au DTU 40-35 et aux règles Antilles, catégorie 6 de la norme P 34.301.

Le choix du profil sera défini par la Maîtrise d'œuvre.

Les tôles seront prévues d'une seule longueur par pan de toiture. Le sens de recouvrement des tôles devra prendre en compte l'orientation des vents dominants.

La fixation sera assurée par des vis auto-taraudeuse galvanisées avec cavaliers et tous accessoires assurant une pose et une étanchéité parfaite. Tous les perçages seront traités par galvanisation à froid sur les deux faces avant vissage. L'entrepreneur devra prévoir un maximum de pré-perçage en usine avant traitement. Le mode de pose ainsi que l'utilisation des accessoires devront être conformes à l'avis technique du matériau utilisé. Il sera posé au minimum une fixation à chaque onde en partie haute et en partie basse de chaque tôle et une fixation toutes les 2 ondes en partie courante.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'étanchéité de ces ouvrages. L'entrepreneur devra prévoir la mise en place d'un feutre bitumineux en sous face et tout dispositif nécessaire à une parfaite étanchéité. La finition de l'ensemble devra être soignée

En cas de contact entre la sous face de la tôle de couverture et le dessus de la maçonnerie ou du chaînage rampant, l'entrepreneur devra prévoir la fourniture et la pose d'un feutre bitumineux. La finition de l'ensemble devra être soignée.

Le coloris des tôles sera défini par la Maîtrise d'œuvre. Pour éviter les différentes nuances, la couverture devra être réalisée avec des tôles d'un même rouleau.

L'entrepreneur devra fournir, en début de chantier, l'attestation de garantie décennale du fournisseur, spécifique au chantier et prenant en compte, en particulier, sa distance par rapport au littoral.

- **Fourniture et pose de faitière double et noue y compris tous les accessoires de fixation**

Fourniture et pose de faitières crantés et noue en tôles d'aluminium pliées y compris feutre bitumineux, donnant un recouvrement supérieur à 20 cm. Les raccordements se feront sur ondes. Les fixations se feront obligatoirement par deux pannes et en même temps que les plaques.

Le crantage des faitières ne dispensera pas l'entrepreneur de relever les plaques en partie haute.

- **Mise en place de closoir anti-nuisible**

Les closoirs seront en tôle perforé en aluminium laqué blanc. Ils seront posés à l'aide de vis de fixation. Un joint silicone viendra faire la finition entre la tôle et le clausoir si un espace reste présent. L'ensemble des ondes des tôles devront être bouché.

- **Fourniture et pose de gouttières y compris descente EP et raccordement aux réseaux existant**

Gouttière en aluminium extrudé de type corniche, marque DAL'ALU ou équivalent, avec talons d'extrémités, naissances avec moignon, et retours d'équerres ou angles le cas échéant. Selon longueur, avec joints de dilatation. Pose sur crochets, type de crochets et mode de fixation à la toiture adaptés à la nature et à la disposition de l'égout de la toiture.

Descente en aluminium de même nature que les gouttières, comprenant tous coudes cintrés. Compris coupes, adaptations, raccordement aux naissances des gouttières ou chéneaux. Au droit des colliers, simple bague / double bague. Fixation par colliers à deux parties en feuillard galvanisé à boulons

galvanisés. Colliers fixés par scellement, ou autre mode de fixation en fonction de la nature de la paroi support.

Raccordement aux réseaux existant par tous les moyens nécessaires.

- **Gestion du raccordement avec les éléments existants (toiture, murs, etc.)**

L'entreprise aura la charge de la gestion des raccordements entre les éléments existants et la nouvelle toiture. Elle devra tous les éléments nécessaires à la bonne liaison des structures.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations du présent C.C.T.P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local, ouvrage, bâtiment ou niveau ayant la même destination. Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite, dans le prix global et forfaitaire convenu. L'Entrepreneur doit signaler dans son offre, toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et déjà incluses dans son offre forfaitaire. Avant la remise de son offre, il devra signaler les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aura relevées au cours de son étude et demander toutes les précisions utiles. (Il ne pourra se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché).

Les prestations à la charge de l'Entrepreneur du présent lot ou corps d'état comprennent :

- Les prestations proprement dites suivant CCTP, nomenclatures et documents divers,
- Les Dossiers d'Ouvrages Exécutés et Dossier pour Intervention Ulérieure, Cette liste n'est pas exhaustive.
- Visite obligatoire La visite sur site où s'effectueront les travaux est obligatoire par le candidat souhaitant répondre à l'offre de la présente consultation.
- Tout candidat n'ayant pas effectué cette visite, se verra rejeté son dossier lors de l'analyse des offres.
- Le candidat se doit donc de visiter les lieux accompagnés d'un représentant de la commune, afin d'avoir une parfaite connaissance des ouvrages à réaliser.

Lors de cette visite, une attestation de visite sera remise. Il ne sera répondu à aucune question afin de ne pas rompre l'égalité entre les candidats L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance du plan de masse, ainsi que de tous les sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux et du terrain, et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques, de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie, à la nature des terrains, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier : lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des centres de valorisation. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation, nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

#### Généralités - Limites de prestations

L'entrepreneur du présent lot doit l'ensemble des prestations utiles à une parfaite étanchéité des ouvrages et ne pourra se prévaloir d'oublis ou d'omissions dans les différents documents.

Sont exclus de la prestation les travaux de structure : dalle béton.

Sont inclus dans les prestations :

- Les couvertures et systèmes d'étanchéités proprement dites, y compris les accessoires,
- Toutes des descentes EP extérieures, jusqu'au point de raccord en pied de façade, Il est précisé à ce titre que le présent titulaire doit tous dispositifs utiles temporaires d'évacuation des EP en cas d'impossibilité se raccorder dans le réseau enterré,
- Les dispositifs d'éclairage et de désenfumage en toiture,

- Les coiffes d'acrotères,
- Toutes les sujétions d'étanchéité en périphérie des pénétrations diverses telles que sorties de ventilation,
- Toutes réservations ou incorporations de toutes dimensions, demandées par les autres corps d'état dans les délais fixés au planning d'exécution,
- Toutes les protections d'étanchéité complémentaires destinées à recevoir par exemple les extracteurs. Et d'une manière générale, toutes prestations utiles, éventuellement non décrites, permettant d'atteindre les objectifs d'étanchéité.

L'ensemble comprenant un ouvrage complet en fourniture et pose, compris tous renforts nécessaires, toutes ossatures, tous accessoires de poses, tous profils de finitions, tous détails et toutes sujétions suivant normes et DTU en vigueur à ce jour, cahier des charges des fabricants et plan

## **Article 11 : PENALITES**

La durée du marché se confond avec la durée des travaux. Le titulaire devra respecter le planning qu'il fournit et que le pouvoir adjudicateur aura accepté.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la réalisation des travaux et/ou prestations, le titulaire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable et sur simple constat, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour calendaire de retard constaté.

## **Article 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de travail et de sécurité dans les lieux d'intervention.

## **Article 13 : ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 14 : RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions des articles 45, 46.3 et 47 du CCAG Travaux.

## **Article 15 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les éventuels différends ou litiges devront être consignés par écrits et seront réglés si possible à l'amiable entre le titulaire et la commune de Macouria. Les propositions de règlement du différend seront signées par les deux parties.

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Guyane.